

MONITORING DE LA BUREAUCRATIE - 2012

EVALUATION DES CHARGES ADMINISTRATIVES AU SEIN DES ENTREPRISES SUISSES

RAPPORT FINAL - ENQUÊTE PRINCIPALE



Mandant de l'étude:

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO,
Direction de la promotion économique, secteur Politique PME
Martin Godel / Markus Willimann

Réalisation:

GfK Switzerland SA
Markus Zumbühl / Fabienne Birrer

TABLE DES MATIÈRES

1	RÉSUMÉ	3
2	SITUATION INITIALE ET OBJECTIFS	5
3	RÉSULTATS «ENQUÊTE PRINCIPALE 2012»	6
3.1	Subjektiv empfundener / tatsächlicher Aufwand und die Entwicklung der Belastung - <i>Aggregierte Daten</i>	6
3.2	Charge ressentie subjectivement / charge effective - <i>Classement</i>	8
3.3	Evolution de la charge administrative - <i>Classement</i>	10
3.4	Charge administrative interne et externe (heures/CHF)	11
3.5	Perception subjective de la charge administrative - <i>le top 6 en détail</i>	13
	1) Hygiène alimentaire	13
	2) Projets de construction	16
	3) Formation professionnelle / Apprentissage	19
	4) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	21
	5) Présentation des comptes / révision	24
	6) Importation et exportation (marchandises)	26
3.6	Amélioration de dispositions légales concrètes	29
3.7	Propositions d'amélioration - 15 domaines des postulats Fournier et Zuppiger	30
4	PRÉPARATION ET DEROULEMENT DES RELEVES	33
4.1	Adresses	33
4.2	Matériel d'envoi et d'enquête	34
4.3	Echéancier	36
4.4	Hotline et courriels	36
4.5	Rappels téléphoniques	37
4.6	Couverture	37
4.7	Intervalle de confiance	39
5	REVIEW-PRETEST	40
6	ANNEXE	41

1 RÉSUMÉ

GfK Switzerland SA a réalisé, sur mandat du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), une enquête auprès de 4'000 entreprises en Suisse sur la base de questionnaires imprimés/questionnaires en ligne. Au total, 1'340 entreprises ont participé à l'enquête, ce qui correspond à un bon taux de retour de 34% et à une précision de $\pm 2,7\%$. Les résultats de l'enquête sont représentatifs de l'ensemble de la Suisse sur la base du tirage de l'échantillon correspondant et du taux de retour.

L'objectif central de cette enquête consistait à mesurer la charge administrative des entreprises résultant de dispositions légales à tous les échelons (réglementations de la Confédération, des cantons, des communes et internationales).

La charge administrative des entreprises dépend fortement de la disposition légale respective

A la question de savoir quelle était la charge administrative moyenne des entreprises, près de la moitié des entreprises interrogées font état – toutes bases légales spécifiques confondues – d'une charge subjective (plutôt) faible et d'un investissement moyen inférieur à 40 heures par mois.

Concernant les dispositions légales individuelles, la moitié des répondants ou plus indiquent une charge administrative (plutôt) élevée pour les dispositions légales suivantes:

- hygiène alimentaire
- projets de construction
- formation professionnelle / apprentissage
- taxe sur la valeur ajoutée

Ces prescriptions ne touchent cependant que des entreprises bien précises (selon la branche économique). Il en est autrement pour la taxe sur la valeur ajoutée: 80% des entreprises interrogées ont été en mesure de se prononcer sur cette question, la moitié indiquant une charge (plutôt) élevée. Trois quarts des entreprises interrogées ressentent la charge liée au 2ème pilier, à l'assurance-accidents/SUVA et au registre du commerce comme (plutôt) faible. Au total, 23 domaines de réglementation ont été soumis à l'évaluation des entreprises (voir questionnaire annexé).

La taille de l'entreprise est déterminante dans la perception et la gestion des charges administratives

L'observation des bases légales dans leur globalité permet de constater une relation entre la taille de l'entreprise et la charge administrative: plus l'entreprise est grande, plus l'investissement temporel et financier absolu consacré aux charges administratives liées aux réglementations est important. L'analyse montre également une relation entre la charge subjective et la taille de l'entreprise: les grandes

entreprises sont plus nombreuses à percevoir la charge subjective comme (plutôt) élevée que les petites et moyennes entreprises.

Des différences apparaissent toutefois au niveau des législations individuelles: alors qu'un nombre plus important de PME indiquent par exemple une charge élevée dans le domaine de l'hygiène des denrées alimentaires, les charges liées aux projets de construction touchent plutôt les grandes entreprises.

Tendance de ces trois dernières années: la charge administrative augmente-t-elle?

Globalement, la charge administrative a plutôt augmenté ces trois dernières années dans l'ensemble des entreprises considérées. Quasiment personne ne mentionne une diminution des charges. La majorité des répondants évoque une augmentation (légère à forte) de la charge administrative notamment dans les domaines de la formation professionnelle / l'apprentissage et de la législation environnementale. Moins d'un quart des entreprises indiquent un accroissement de la charge liée à l'assurance-accidents/SUVA et au registre du commerce/FOSC. Ces deux dispositions légales sont également celles dont la charge subjective a été jugée la plus faible.

Quelles améliorations les entreprises attendent-elles de la Confédération?

Seule une faible part des entreprises interrogées a formulé des propositions d'amélioration concrètes. L'examen des commentaires exprimés montre que les entreprises souhaitent de manière générale une harmonisation des procédures (au niveau des cantons/de la Confédération et de l'UE) et une simplification des différentes étapes des processus par le biais d'offres de cyberadministration. Concernant plus spécifiquement la taxe sur la valeur ajoutée, de nombreuses entreprises souhaitent clairement un taux de TVA uniforme, un traitement électronique ainsi que des simplifications additionnelles.

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO):

Le SECO est le centre de compétence de la Confédération pour toutes les questions de politique économique. Son but est d'assurer une croissance économique durable. A cet effet, il définit et met en place le cadre général de l'activité économique.

GfK SA:

GfK SA (Hergiswil/NW) est le plus grand institut d'études de marché et le seul prestataire de services intégraux dans le domaine des études qualitatives et quantitatives en Suisse. GfK Switzerland SA appartient au Groupe international GfK basé à Nuremberg.

2 SITUATION INITIALE ET OBJECTIFS

La présente enquête a consisté à interroger des PME¹ et des grandes entreprises¹ de Suisse. L'objectif de cette étude est de relever la charge administrative ressentie subjectivement par les personnes interrogées ainsi que l'investissement temporel et financier effectif généré au sein des entreprises par la gestion des dispositions légales et des réglementations. Un questionnaire destiné aux entreprises a été mis au point pour mesurer la charge bureaucratique et la perception de la charge administrative.

Ce questionnaire ainsi que le déroulement des processus ont été examinés dans le cadre d'un prétest. Pour ce faire, 100 entreprises cibles ont été contactées au moyen d'un questionnaire imprimé et avaient en même temps la possibilité de participer en ligne. Lors de ce prétest, les participants pouvaient également donner leur feedback sur la compréhensibilité et l'exhaustivité de chaque question. En outre, plusieurs interviews qualitatives ont été menées (par téléphone) afin d'obtenir une compréhension et un feedback plus approfondis du questionnaire. Sur la base de ces résultats, GfK Switzerland SA et le SECO ont procédé conjointement à de légers ajustements du questionnaire en vue de l'enquête principale.

Dans le cadre de l'enquête principale, le nouveau questionnaire a été envoyé à 4'000 entreprises en Suisse. L'objectif central de ce *monitoring de la bureaucratie* consiste à mesurer la charge administrative des entreprises résultant de dispositions légales à tous les échelons (réglementations de la Confédération, des cantons, des communes et internationales). Sont traitées en l'occurrence les questions de recherche suivantes:

- Identification des domaines / dispositions légales pour lesquels la charge est jugée particulièrement forte
- Comparaison transversale entre différentes branches économiques, entreprises de taille différente, etc.
- Comparaison temporelle en répétant l'enquête avec le même questionnaire
- Mise en lumière d'éventuelles idées d'optimisation

L'instrument de relevé contient des questions sur les thèmes suivants: charge subjective, charge interne en heures, charge externe en CHF et propositions d'amélioration de dispositions légales concrètes et de l'un des 15 domaines des postulats Fournier et Zuppiger (10.3429 / 10.3592).

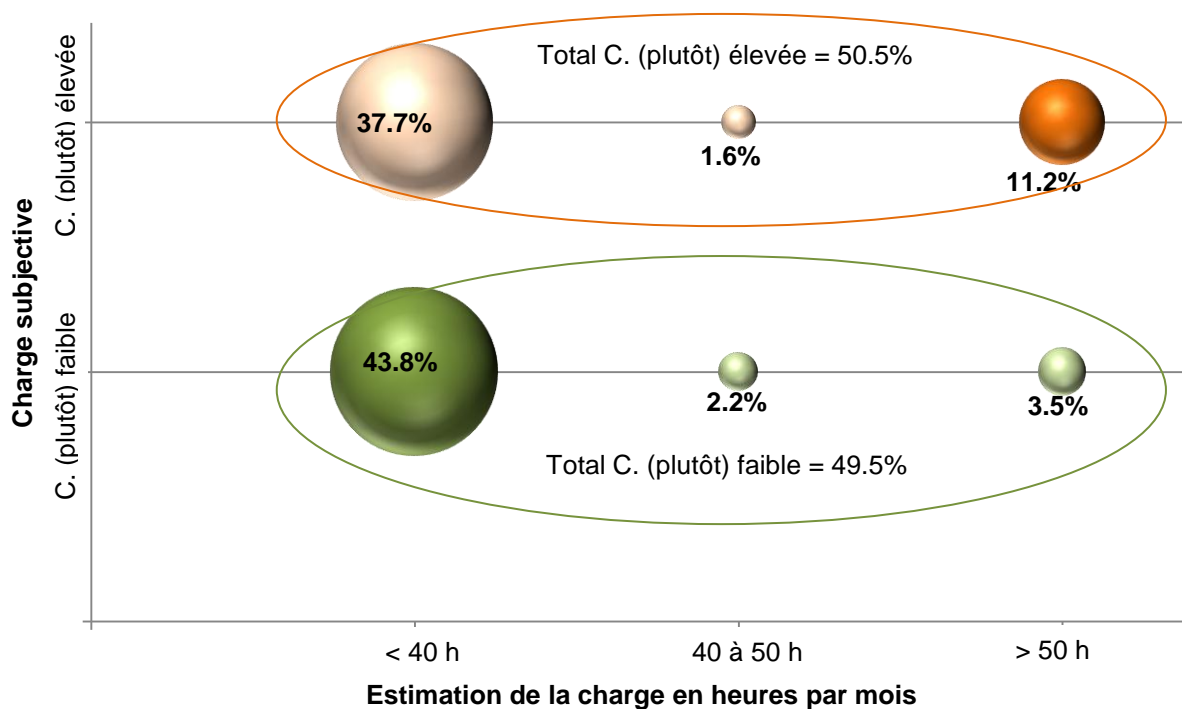
¹Micro-entreprise: 3-9 collaborateurs / Petite entreprise: 10-49 collaborateurs / Entreprise moyenne: 50-249 collaborateurs / Grande entreprise: 250+ collaborateurs

3 RÉSULTATS «ENQUÊTE PRINCIPALE 2012»

3.1 Charge ressentie subjectivement / charge effective et évolution de la charge - Données agrégées

Charge ressentie subjectivement et charge effective par mois

Graphique 1 relatif aux questions Q1a et Q1b: «Quelle est la charge administrative moyenne pour votre entreprise? Estimation de la charge en heures par mois?»
 Base: données agrégées sur la base des entreprises, n=1340, évaluation des 23 dispositions légales indiquées (sans la charge générale)



Dans le graphique ci-dessus, les indications concernant la charge ressentie subjectivement (axe des Y) ont été confrontées à la charge effective (heures par mois, axe des X). Pour l'axe des Y (charge subjective), l'échelle à quatre valeurs¹ utilisée dans le questionnaire a été condensée en une échelle à deux valeurs². Pour ce faire, nous avons établi la moyenne des données par entreprise pour la totalité des dispositions légales considérées. Les valeurs de l'axe des X (heures par mois) ont été collectées à l'aide d'une question ouverte dans le questionnaire. Le nombre d'heures indiqué par les entreprises interrogées a été additionné par entreprise pour toutes les dispositions légales évaluées.

¹(1=charge faible / 2=charge plutôt faible / 3=charge plutôt élevée / 4=charge élevée)

²(1+2 = charge (plutôt) faible / 3+4 = charge (plutôt) élevée)



Nous pouvons constater que près de la moitié des entreprises interrogées perçoivent la charge subjective comme faible ou plutôt faible (49.5%). La majorité de ces entreprises ne nécessitent qu'un faible investissement temporel, soit moins de 40 heures par mois (43.8%), pour les dispositions légales. Il s'agit en particulier de PME (99.9% de micro et petites entreprises) du secteur des denrées alimentaires (6%), de la construction (12%) et du domaine «reste»¹ (82%). L'autre moitié des entreprises interrogées indiquent, toutes dispositions légales confondues, une charge élevée ou très élevée (50.5%). Environ un dixième des entreprises interrogées faisant état d'une charge subjective (plutôt) élevée consacrent plus de 50 heures par mois aux tâches administratives. 3% d'entre elles sont des grandes entreprises, 12% des entreprises du secteur des denrées alimentaires et 17% des entreprises du secteur de la construction. Les autres entreprises font partie du domaine «reste».

En confrontant l'axe des X et l'axe des Y au niveau de la taille des entreprises, l'on s'aperçoit que les grandes entreprises sont plus nombreuses à évaluer la charge subjective comme (plutôt) élevée (81.9%) que les PME (50.4%).

		Total (n=1340)	PME (n=1224)	Grandes entreprises (n=116)
Axe des X (nombre d'heures/mois)	Axe des Y (charge subjective)	Nombre d'entreprises en %	Nombre d'entreprises en %	Nombre d'entreprises en %
< 40 h	C. (plutôt) faible	43.8%	44.1%	9.1%
40-50 h	C. (plutôt) faible	2.2%	2.2%	0.0%
> 50 h	C. (plutôt) faible	3.5%	3.4%	9.1%
< 40 h	C. (plutôt) élevée	37.7%	37.8%	36.4%
40-50 h	C. (plutôt) élevée	1.6%	1.7%	0.0%
> 50 h	C. (plutôt) élevée	11.2%	10.9%	45.5%
			Total: 50.4%	Total: 81.9%

¹Le secteur économique «reste» comprend les codes NOGA 08-96 sans la branche des denrées alimentaires (codes 10, 11 et 56) et sans la branche de la construction (codes 41, 42 et 43).

Charge ressentie subjectivement, charge effective par mois et évolution au cours des trois dernières années

Graphique 2 relatif aux questions Q1a, Q1b et Q1c: «Quelle est la charge administrative moyenne pour votre entreprise? Estimation de la charge en heures par mois? Dans quelle mesure cette charge administrative a-t-elle évolué ces trois dernières années?» Base: données agrégées sur la base des entreprises, n=1340, évaluation des 23 dispositions légales indiquées (sans la charge générale)

		Q1b - Charge en heures par mois		
		<40 h VM Q1c	40-50 h VM Q1c	>50 h VM Q1c
Q1a - Charge subjective	C. (plutôt) faible	3.19	3.30	3.28
	C. (plutôt) élevée	3.58	3.60	3.74

Légende Q1c: Evolution de la charge au cours des trois dernières années

- 1 = Fortement réduite
- 2 = Légèrement réduite
- 3 = Pas de changement
- 4 = Légèrement augmenté
- 5 = Fortement augmenté

La confrontation des trois questions Q1a à Q1c fait apparaître une relation entre la charge ressentie et l'évolution de la charge (indépendamment de l'investissement en heures par mois): plus la charge subjective est élevée, plus les entreprises sont nombreuses à indiquer que la charge a légèrement/fortement augmenté au cours de ces trois dernières années. **De manière générale, la charge a plutôt augmenté dans l'ensemble des entreprises considérées (indépendamment des questions Q1a et Q1b): toutes les valeurs moyennes se situent à plus de 3.0.**

3.2 Charge ressentie subjectivement / charge effective - Classement

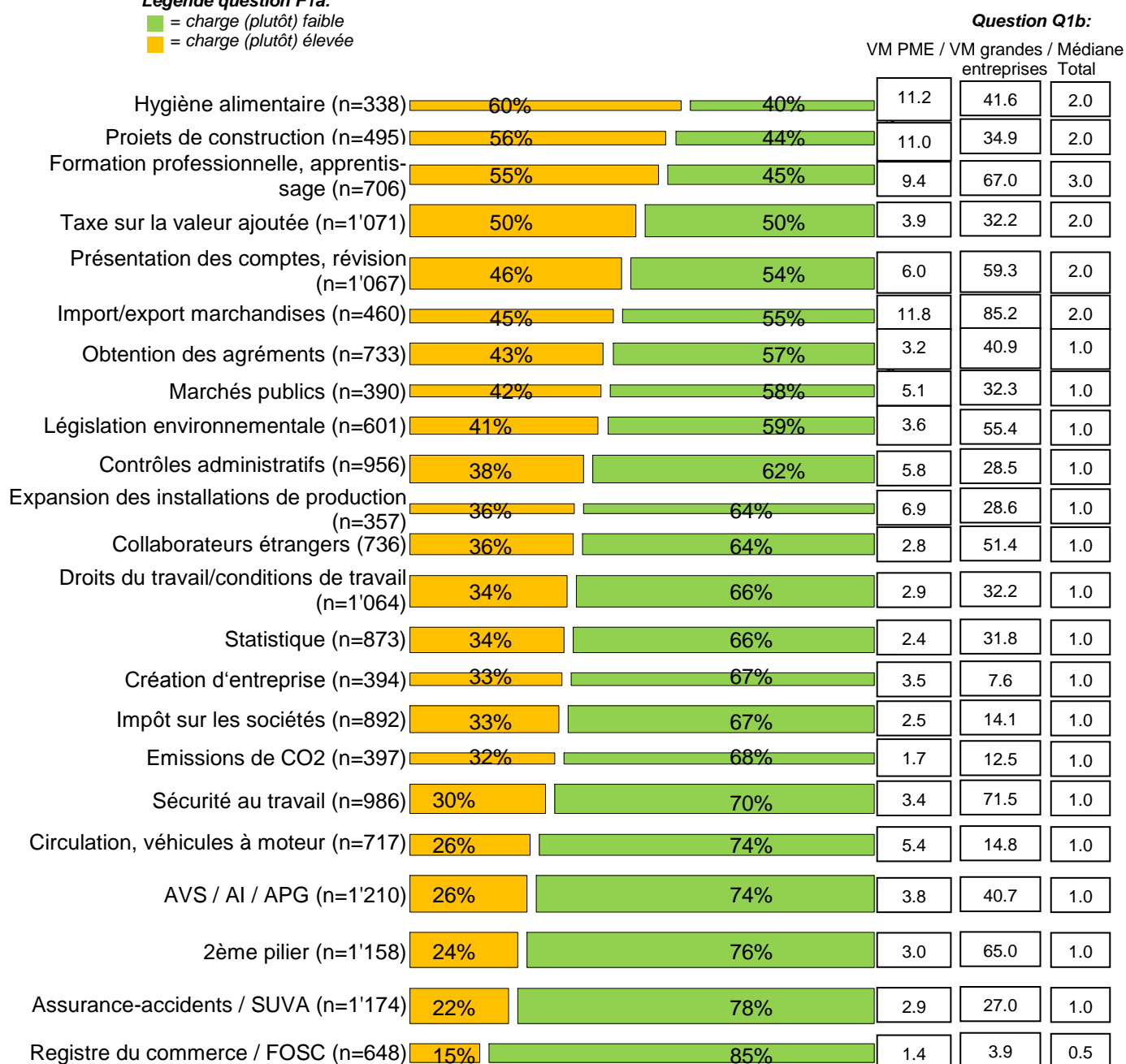
Trois dispositions légales évaluées engendrent pour plus de la moitié des entreprises interrogées (qui pouvaient se prononcer à ce sujet) une charge (plutôt) élevée. Il s'agit de l'hygiène des denrées alimentaires, des projets de construction et de la formation professionnelle / l'apprentissage. La charge administrative la plus faible est générée, selon les entreprises, par l'assurance-accidents / SUVA et le registre du commerce / FOOSC.

Ci-après, nous avons listé les 23 dispositions légales évaluées par les entreprises et classées selon le niveau de la charge occasionnée (charge subjective la plus élevée en haut). L'épaisseur des barres représente le nombre de citations standardisé (le nombre d'entreprises qui ont pu donner une réponse). En plus des 23 dispositions légales, 71 dispositions additionnelles ont été citées sous «Autres» dans le questionnaire. En voici quelques exemples: protection des animaux, lois sur la télématique/ surveillance, secteur de la santé, impôt à la source, ORP, conservation des monuments historiques, aménagement du territoire, loi sur les banques, assurance qualité, etc.

Graphique relatif aux questions Q1a et Q1b «Quelle est la charge administrative moyenne pour votre entreprise? Estimation de la charge en heures par mois».

Légende question F1a:

- = charge (plutôt) faible
- = charge (plutôt) élevée



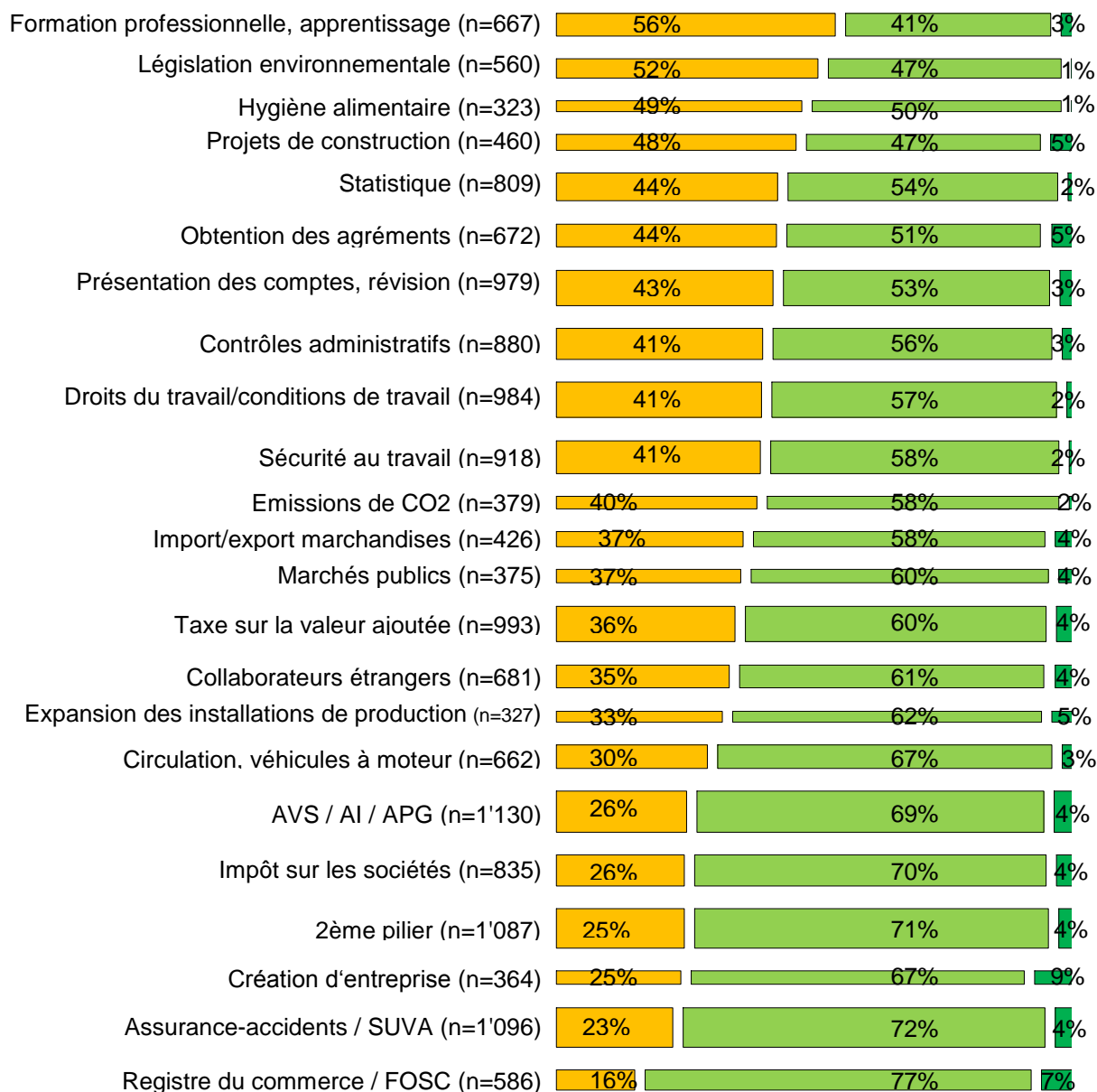
3.3 Evolution de la charge administrative - Classement

Plus de la moitié des personnes interrogées font état d'une augmentation (légère/forte) de la charge administrative dans les domaines de la formation professionnelle/l'apprentissage et de la législation environnementale. Moins d'un quart des entreprises indiquent un accroissement de la charge liée à l'assurance-accidents/SUVA et au registre du commerce/FOSC. Ces deux dispositions légales sont également celles dont la charge subjective a été jugée la plus faible.

Graphique relatif à la question Q1c « Dans quelle mesure cette charge administrative a-t-elle évolué ces trois dernières années? »

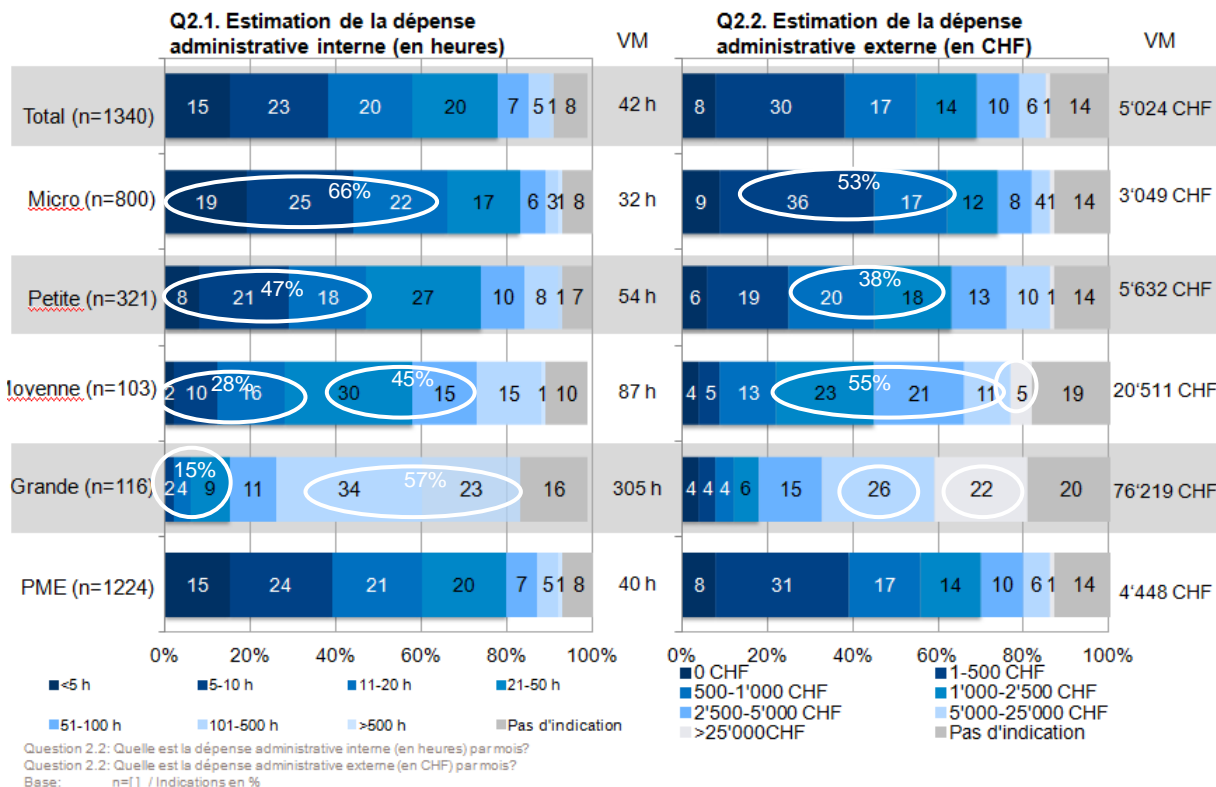
Légende question F1c:

- = (légère/forte) réduction
- = pas de changement
- = (légère/forte) augmentation



3.4 Charge administrative interne et externe (heures/CHF)

Graphique relatif aux questions Q2.1 et Q2.2 «Quelle est la dépense administrative engagée chaque mois par votre entreprise pour s'acquitter de toutes les tâches administratives découlant de dispositions légales? Veuillez distinguer entre les dépenses internes (en heures par mois) et les dépenses destinées à des intervenants externes (en francs suisses par mois).»



Faits clés

- L'analyse montre une relation entre la taille de l'entreprise et la charge administrative: plus l'entreprise est grande, plus l'investissement temporel et financier absolu consacré aux charges administratives liées aux réglementations est important. L'analyse montre également une relation entre la charge subjective et la taille de l'entreprise: les grandes entreprises sont plus nombreuses à percevoir la charge subjective comme (plutôt) élevée que les petites et moyennes entreprises.
- Plus de la moitié des PME (micro, petites et moyennes entreprises, 60%) investissent une à 20 heures par mois dans les charges administratives. Ce volume d'investissement ne concerne que 15% des grandes entreprises, tandis que plus de la moitié des entreprises de ce segment totalisent jusqu'à 500 heures de charges administratives par mois.



- 8% des PME interrogées ne font état d'aucune dépense externe, près d'un tiers mentionnent des charges financières pouvant atteindre CHF 500.- par mois. Pour plus d'un cinquième des grandes entreprises, les dépenses administratives mensuelles dépassent CHF 25'000.-.

Résultats détaillés

Les micro-entreprises ont, selon leurs propres déclarations, le moins de charges absolues: environ deux tiers investissent une à 20 heures par mois. En outre, un dixième indique n'avoir rien dépensé pour les prestations de services externes et environ la moitié débourse jusqu'à 1'000.- CHF par mois en frais administratifs externes. Contrairement aux micro-entreprises, tout juste la moitié des petites entreprises mentionnent une charge interne de une à 20 heures par mois. Plus d'un tiers des entreprises de ce segment dépensent 500.- à 2'500.- CHF en frais administratifs externes. Dans les entreprises de taille moyenne, la tendance va nettement en faveur d'une charge absolue plus importante: seul un quart environ des entreprises interrogées consacrent une à 20 heures aux tâches administratives tandis que 45% font état de 21 à 100 heures. Dans un septième des entreprises, ces travaux requièrent même plus de 100 heures par mois. La charge financière y est supérieure elle aussi puisque environ la moitié des entreprises de ce segment investissent chaque mois 1'000.- à 25'000.- CHF en frais administratifs externes. 5% déboursent même plus de 25'000.- CHF à ce titre. Dans le segment des grandes entreprises d'au moins 250 collaborateurs, plus de la moitié nécessitent 101 à plus de 500 heures par mois pour accomplir les travaux administratifs. Environ un quart investit 5'000.- à 25'000.- CHF et environ un cinquième même plus de 25'000.- CHF par mois pour les intervenants externes.

3.5 Perception subjective de la charge administrative - *le top 6 en détail*

1) Hygiène alimentaire

Charge subjective pour l'entreprise (n=338)

Près d'un quart des entreprises interrogées ont été en mesure d'évaluer la charge subjective occasionnée dans le domaine de «l'hygiène alimentaire».



60% de ces entreprises ont indiqué une charge subjective (plutôt) élevée (voir également page 8).

Vue d'ensemble de la structure des entreprises qui ont évalué la charge subjective liée à la disposition légale «hygiène alimentaire»:

Sous-groupes	Charge subjective	
	(plutôt) faible	(plutôt) élevée
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	42%	58%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	36%	64%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	44%	56%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	49%	51%
Secteur économique: denrées alimentaires	24%	76%
Secteur économique: construction	81%	19%
Secteur économique: reste	46%	54%

Les entreprises de la branche économique «denrées alimentaires» et les PME indiquent en particulier une charge subjective élevée.

Charge temporelle en heures par mois (n=191)

Selon les déclarations des entreprises, les PME concernées consacrent en moyenne mensuelle environ 11 heures et les grandes entreprises environ 42 heures au domaine de l'hygiène alimentaire. La valeur médiane se situe à 2 heures par mois.

Evolution de la charge au cours des trois dernières années (n=323)

Près de la moitié des entreprises qui ont répondu à cette question indiquent que la charge administrative a augmenté au cours des trois dernières années (voir aussi page 9; structure des entreprises dans le tableau ci-dessous). Cette hausse est évoquée en particulier par les entreprises du secteur

des «denrées alimentaires» et les petites entreprises. Au total, seul 1% des entreprises concernées mentionne une baisse de la charge administrative.

Sous-groupes	Evolution de la charge	
	inchangée	(légèrement/fortement) augmenté
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	53%	46%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	43%	58%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	50%	46%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	60%	40%
Secteur économique: denrées alimentaires	37%	63%
Secteur économique: construction	75%	19%
Secteur économique: reste	54%	45%

Possibilités d'optimisation d'une disposition légale concrète (n=15)

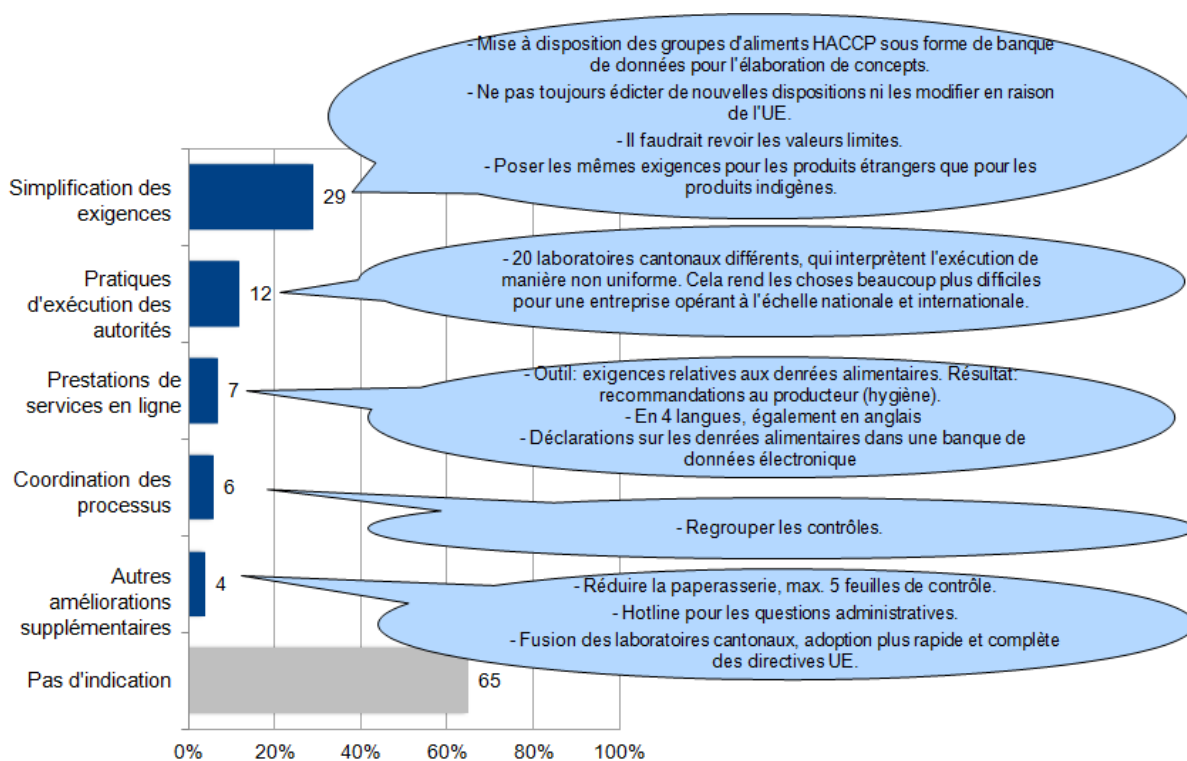
Si les entreprises interrogées pouvaient modifier une disposition légale, 15 répondants choisiraient la disposition relative à «l'hygiène alimentaire». Voici quelques propositions d'amélioration citées:



Question 3a: Si vous aviez la possibilité de simplifier une seule disposition légale concrète, laquelle choisiriez-vous?
 Question 3b: Avez-vous des propositions d'amélioration concrètes dans ce domaine?
 Base: n=15 / indications en % / exemples de commentaires libres

Propositions d'amélioration de l'un des domaines des postulats Fournier et Zuppiger (n=84)

29% des entreprises qui ont évalué le domaine «hygiène des denrées alimentaires» des postulats Fournier et Zuppiger souhaitent une simplification des exigences et 12% une modification des pratiques d'exécution des autorités. Nous avons rassemblé ci-dessous quelques propositions d'amélioration et souhaits exprimés par les entreprises interrogées.



Question 4: Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine de l'hygiène alimentaire?
 Base: n=84 / indications en % / exemples de commentaires libres

2) Projets de construction

Charge subjective pour l'entreprise (n=495)

Environ un tiers des entreprises interrogées ont évalué la charge subjective résultant de la disposition légale «projets de construction».



Plus de la moitié de ces entreprises ont mentionné une charge (plutôt) élevée (56%, voir également page 8). Les entreprises qui se sont exprimées sur la disposition «projets de construction» sont décrites dans le tableau suivant:

Sous-groupes	Charge subjective	
	(plutôt) faible	(plutôt) élevée
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	46%	54%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	40%	60%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	42%	58%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	31%	70%

La disposition légale «projets de construction» est perçue comme une charge (plutôt) élevée, quelle que soit la taille de l'entreprise. Dans les grandes entreprises, cette perception est encore plus marquée.

Charge temporelle en heures par mois (n=262)

Selon les indications des entreprises interrogées, les PME consacrent en moyenne environ 11 heures et les grandes entreprises environ 35 heures par mois à la disposition légale «projets de construction».

Evolution de la charge au cours des trois dernières années (n=460)

Près de la moitié des entreprises qui ont pu évaluer l'évolution ont indiqué une augmentation (légère/forte) de la charge administrative (voir également page 9). Il s'agit surtout d'entreprises moyennes et grandes. 5% de tous les répondants considèrent que la charge est en (légère/forte) diminution.

Sous-groupes	Evolution de la charge		
	(légèrement/ fortement) ré- duite	inchangée	(légèrement/forte- ment) augmenté
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	5%	52%	44%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	7%	43%	51%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	5%	30%	66%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	6%	35%	59%

Possibilités d'optimisation d'une disposition légale concrète (n=12)

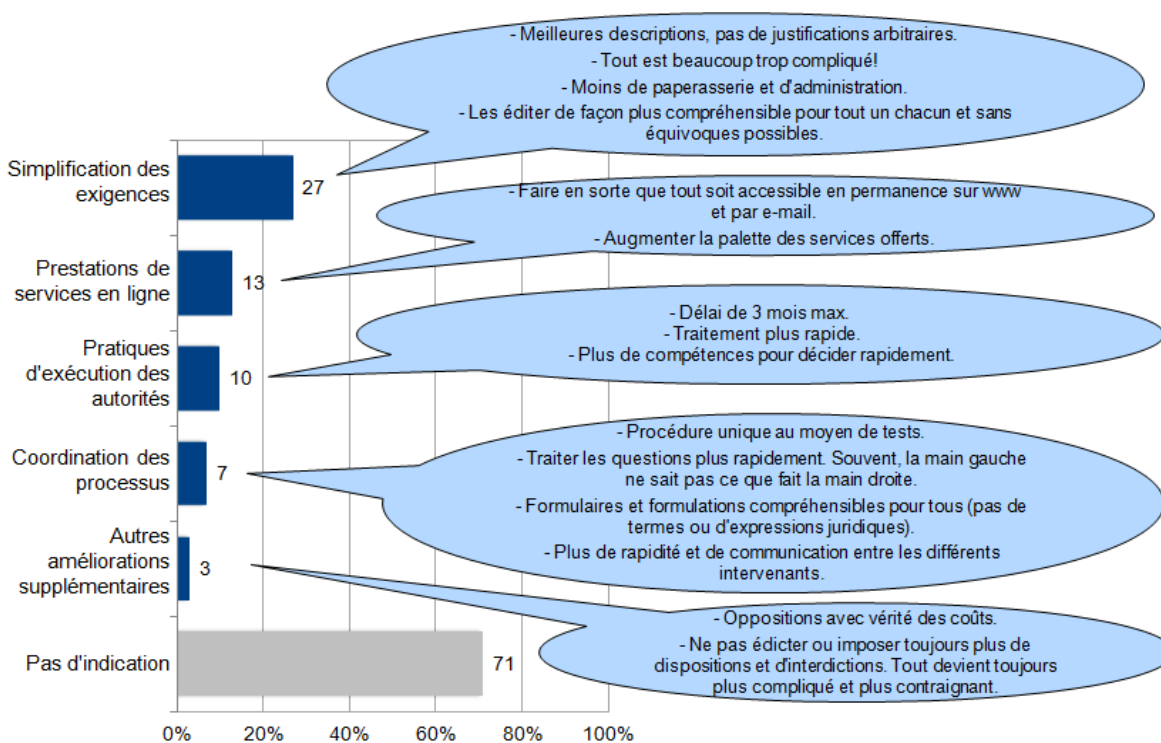
Si les entreprises interrogées pouvaient modifier une disposition légale, 12 répondants choisiraient la disposition relative aux «projets de construction». Voici quelques propositions d'amélioration citées:



Question 3a: Si vous aviez la possibilité de simplifier une seule disposition légale concrète, laquelle choisiriez-vous?
 Question 3b: Avez-vous des propositions d'amélioration concrètes dans ce domaine?
 Base: n=12 / indications en % / exemples de commentaires libres

Propositions d'amélioration de l'un des domaines des postulats Fournier et Zuppiger (n=81)

27% des entreprises qui ont évalué le domaine «droit de la construction» des postulats Fournier et Zuppiger souhaitent une simplification des exigences et 13% une modification des prestations de services en ligne. Nous avons rassemblé ci-dessous quelques propositions d'amélioration et souhaits exprimés par les entreprises interrogées:



Question 4: Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine du droit de la construction?
 Base: n=81 / indications en % / exemples de commentaires libres

3) Formation professionnelle / Apprentissage

Charge subjective pour l'entreprise (n=706)

Près de la moitié des participants à l'enquête ont été en mesure d'évaluer la charge subjective liée à la disposition légale «formation professionnelle/apprentissage».



Plus de la moitié de ces entreprises ont mentionné une charge (plutôt) élevée (55%, voir également page 8). Le tableau ci-dessous présente une vue d'ensemble des entreprises qui ont évalué la disposition «formation professionnelle, apprentissage»:

Sous-groupes	Charge subjective	
	(plutôt) faible	(plutôt) élevée
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	51%	49%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	39%	62%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	36%	64%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	38%	62%

Environ la moitié des micro-entreprises ressentent la charge administrative liée à la formation professionnelle / l'apprentissage comme (plutôt) faible. Dans les entreprises de taille différente, la charge subjective est perçue comme (plutôt) élevée par la majorité des répondants.

Charge temporelle en heures par mois (n=424)

Les PME investissent en moyenne, selon leurs propres déclarations, quelque 9 heures par mois pour la formation professionnelle/l'apprentissage. Les grandes entreprises totalisent une charge temporelle d'environ 67 heures en moyenne mensuelle.

Evolution de la charge au cours des trois dernières années (n=667)

C'est dans ce domaine que les répondants font état de la plus forte progression des charges en pourcentage au cours de ces trois dernières années (56%, voir également page 9). L'augmentation (légère/forte) de la charge administrative est surtout évoquée dans le segment des entreprises moyennes et grandes.

Sous-groupes	Evolution de la charge		
	(légèrement/ fortement) ré- duite	inchangée	(légèrement/forte- ment) augmenté
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	4%	44%	52%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	3%	39%	59%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	3%	30%	67%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	2%	27%	71%

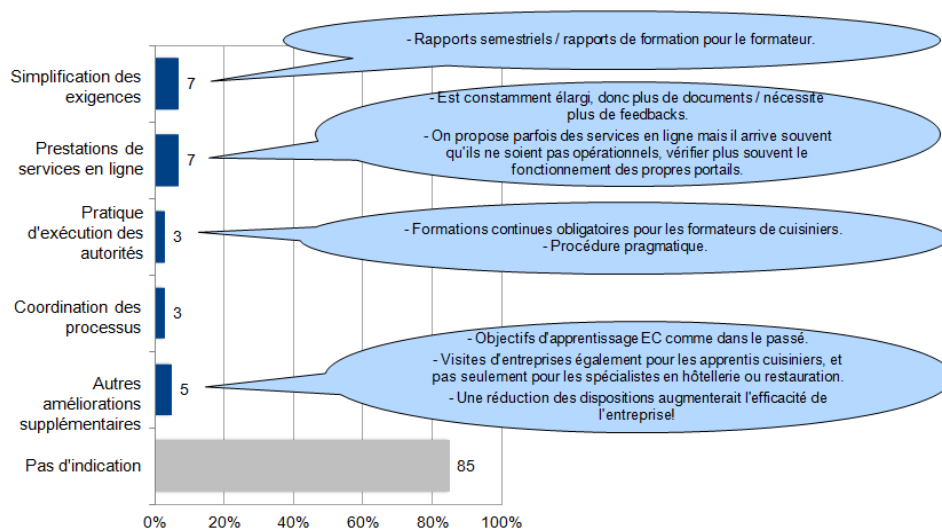
Possibilités d'optimisation d'une disposition légale concrète (n=2)

Seules deux personnes ont cité spontanément la disposition relative à la «formation professionnelle / apprentissage» en réponse à cette question. L'une d'entre elles a formulé la proposition suivante:

«Pour les professions artisanales, tenir davantage compte de la pratique!»

Propositions d'amélioration de l'un des domaines des postulats Fournier et Zuppiger (n=81)

Dans le domaine de la «formation professionnelle», les participants souhaitent le plus souvent une simplification des exigences et des changements au niveau des prestations de services en ligne (7% des citations pour chacun de ces deux éléments):



Question 4: Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine de la formation professionnelle?
 Base: n=81 / indications en % / exemples de commentaires libres

4) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Charge subjective pour l'entreprise (n=1071)

79% des entreprises ont évalué la charge subjective liée à la taxe sur la valeur ajoutée.



Parmi ces entreprises répondantes, la moitié a considéré la charge comme (plutôt) élevée, l'autre moitié comme (plutôt) faible (voir également page 8). Si l'on observe les entreprises de plus près, il apparaît que ce sont surtout les grandes entreprises et celles du secteur des denrées alimentaires qui ressentent la charge administrative comme (plutôt) élevée. Les entreprises moyennes et celles du secteur de la construction indiquent en majorité une charge (plutôt) faible.

Sous-groupes	Charge subjective	
	(plutôt) faible	(plutôt) élevée
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	52%	49%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	46%	54%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	59%	41%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	40%	60%
Secteur économique: denrées alimentaires	39%	61%
Secteur économique: construction	56%	44%
Secteur économique: reste	51%	49%

Charge temporelle en heures par mois (n=658)

Les PME interrogées investissent en moyenne 4 heures, les grandes entreprises 32 heures par mois pour les charges administratives.

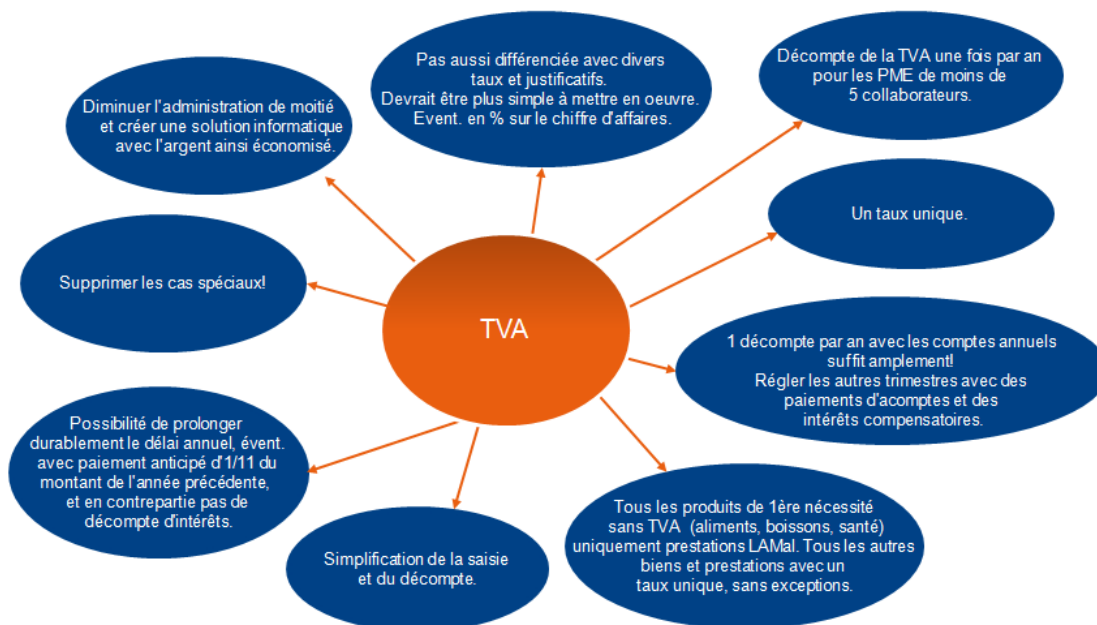
Evolution de la charge au cours des trois dernières années (n=993)

60% des entreprises qui ont pu répondre à cette question estiment que la charge administrative est restée inchangée ces trois dernières années (voir également page 9), un avis qu'émettent surtout les micro et les petites entreprises. Dans le segment des entreprises moyennes, la majorité perçoit également la charge comme inchangée, mais elles sont tout de même 9% à indiquer une (légère/forte) diminution de la charge. Les grandes entreprises sont partagées: environ la moitié ne ressentent aucune évolution de la charge, les autres considèrent qu'elle est en augmentation.

Sous-groupes	Evolution de la charge		
	(légèrement/ fortement) ré- duite	inchangée	(légèrement/forte- ment) augmenté
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	4%	60%	36%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	4%	61%	35%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	9%	57%	35%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	1%	54%	45%

Possibilités d'optimisation d'une disposition légale concrète (n=162)

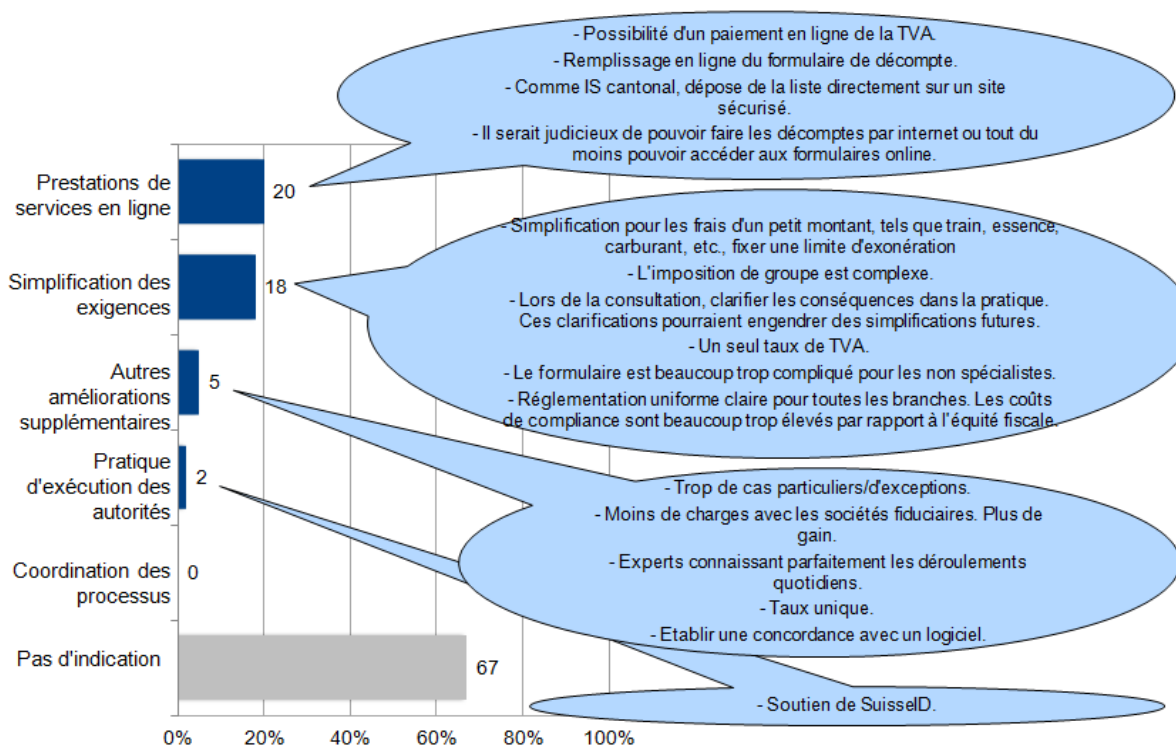
En observant toutes les réponses données à cette question, on s'aperçoit que la TVA a été citée le plus souvent par les participants (cf. aussi chapitre 3.6). L'examen de tous les commentaires libres recueillis à la question Q3b (propositions d'amélioration) montre qu'en matière de TVA, les entreprises souhaitent avant tout un taux unique. Voici quelques exemples de propositions citées:



Question 3a: Si vous aviez la possibilité de simplifier une seule disposition légale concrète, laquelle choisiriez-vous?
 Question 3b: Avez-vous des propositions d'amélioration concrètes dans ce domaine?
 Base: n=162 / indications en % / exemples de commentaires libres

Propositions d'amélioration de l'un des domaines des postulats Fournier et Zuppiger (n=97)

Un cinquième des entreprises qui ont évalué le domaine de la «taxe sur la valeur ajoutée» souhaitent des changements au niveau des prestations de services en ligne et en deuxième lieu une simplification des exigences (18% des citations). Ci-dessous, nous avons rassemblé quelques propositions d'amélioration émanant des entreprises.



Question 4: Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine de la formation professionnelle?
 Base: n=81 / indications en % / exemples de commentaires libres

5) Présentation des comptes / révision

Charge subjective pour l'entreprise (n=1067)

78% des entreprises ont évalué la charge subjective engendrée par la présentation des comptes/révision.



Parmi ces entreprises interrogées, plus de la moitié ont indiqué que la charge subjective est (plutôt) faible (54%, voir également page 8). Ce sont surtout les micro-entreprises qui sont de cet avis, à l'inverse des grandes entreprises dont une nette majorité des répondants considère la charge comme (plutôt) élevée.

Sous-groupes	Charge subjective	
	(plutôt) faible	(plutôt) élevée
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	57%	43%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	48%	52%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	44%	57%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	19%	81%

Charge temporelle en heures par mois (n=607)

Les PME investissent en moyenne 6 heures et les grandes entreprises 59 heures par mois pour la présentation des comptes / révision.

Evolution de la charge au cours des trois dernières années (n=979)

Environ la moitié des entreprises qui ont pu se prononcer sur l'évolution de la charge sur les trois dernières années la ressentent comme inchangée (53%, cf. page 9). Il s'agit surtout des micro et petites entreprises. Dans le groupe des moyennes et des grandes entreprises, la majorité fait état d'une augmentation de la charge administrative.

Sous-groupes	Evolution de la charge		
	(légèrement/fortement) réduite	inchangée	(légèrement/fortement) augmenté
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	3%	57%	40%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	4%	49%	47%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	5%	38%	57%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	-	25%	75%

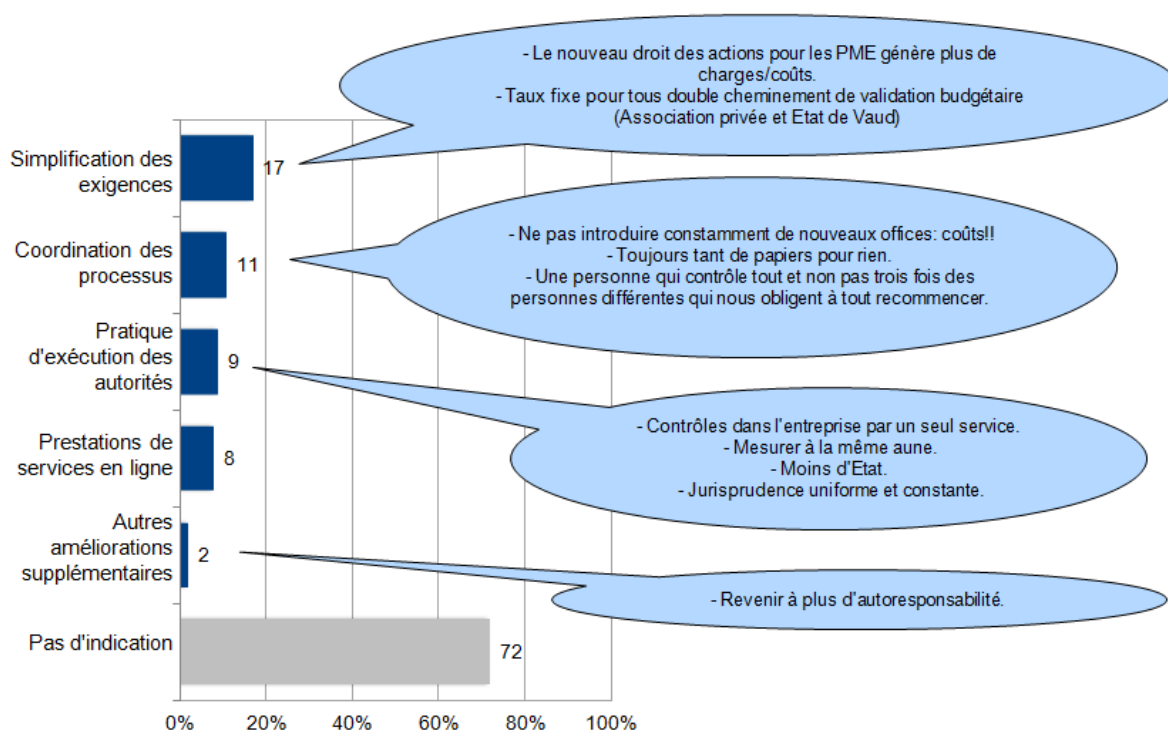
Possibilités d'optimisation d'une disposition légale concrète (n=6)

Six personnes ont cité spontanément la disposition légale «présentation des comptes / révision» en réponse à cette question. Un répondant a déclaré à ce propos:

«Un seul service pour tous les offices.»

Propositions d'amélioration de l'un des domaines des postulats Fournier et Zuppiger (n=78)

Environ un sixième des entreprises qui ont évalué le domaine «présentation des comptes / révision» de Fournier et Zuppiger souhaitent une simplification des exigences et en deuxième lieu des changements dans la coordination des processus. Voici quelques propositions d'amélioration et souhaits formulés par les entreprises interrogées:



Question 4: Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine de la présentation des comptes/révision?
 Base: n=78 / indications en % / exemples de commentaires libres

6) Importation et exportation (marchandises)

Charge subjective pour l'entreprise (n=460)

Environ un tiers des entreprises interrogées ont évalué la charge subjective résultant de l'importation et de l'exportation de marchandises.



Un peu moins de la moitié de ces entreprises perçoivent la charge comme (plutôt) élevée (45%), les autres, soit un peu plus de la moitié, la jugent (plutôt) faible (55%) (voir également page 8). Si l'on observe ces entreprises de plus près, il apparaît que ce sont surtout les petites, moyennes et grandes entreprises qui ressentent la charge comme (plutôt) élevée. Les micro-entreprises indiquent en majorité une charge (plutôt) faible.

Sous-groupes	Charge subjective	
	(plutôt) faible	(plutôt) élevée
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	61%	39%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	45%	55%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	42%	58%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	42%	58%

Charge temporelle en heures par mois (n=275)

En moyenne, les PME interrogées investissent environ 12 heures par mois, les grandes entreprises environ 85 heures par mois pour les charges administratives.

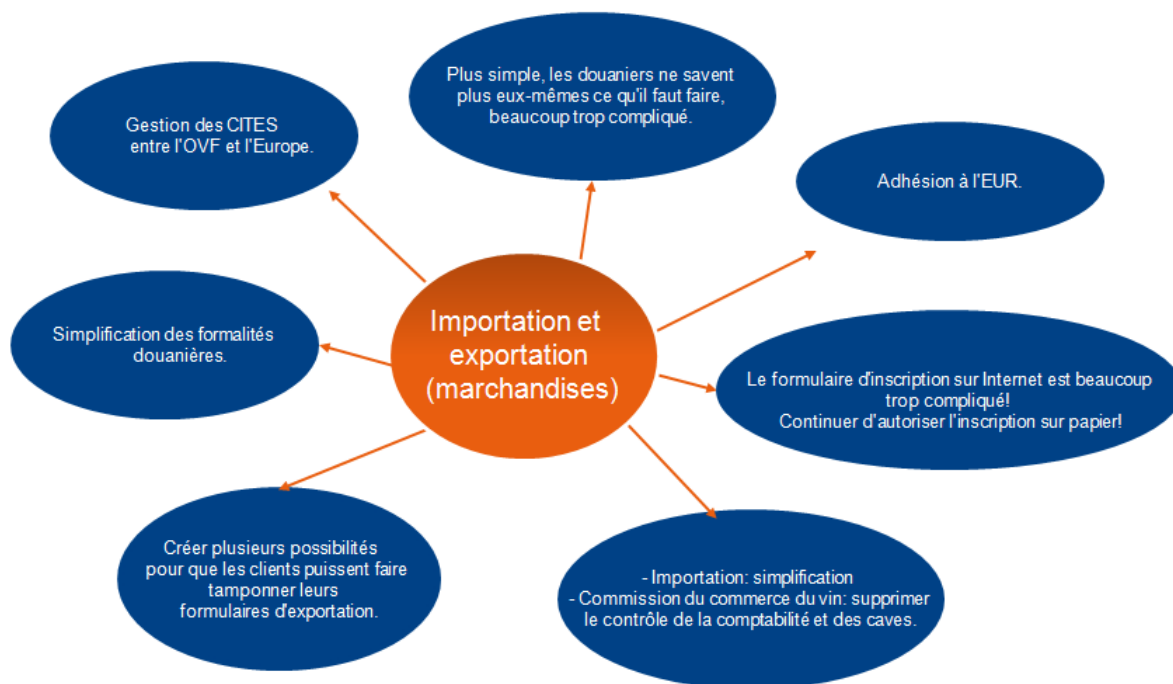
Evolution de la charge au cours des trois dernières années (n=426)

58% des entreprises qui ont été en mesure de répondre à cette question considèrent que la charge est restée inchangée (voir également page 9). Ce sont surtout des micro et grandes entreprises qui s'expriment dans ce sens. Les petites et moyennes entreprises évoquent plus souvent une augmentation de la charge administrative, bien qu'un sixième des entreprises moyennes parlent également d'une réduction de la charge.

Sous-groupes	Evolution de la charge		
	(légèrement/ fortement) ré- duite	inchangée	(légèrement/forte- ment) augmenté
Taille de l'entreprise: micro-entreprise	4%	66%	31%
Taille de l'entreprise: petite entreprise	4%	45%	51%
Taille de l'entreprise: moyenne entreprise	16%	37%	48%
Taille de l'entreprise: grande entreprise	2%	54%	44%

Possibilités d'optimisation d'une disposition légale concrète (n=23)

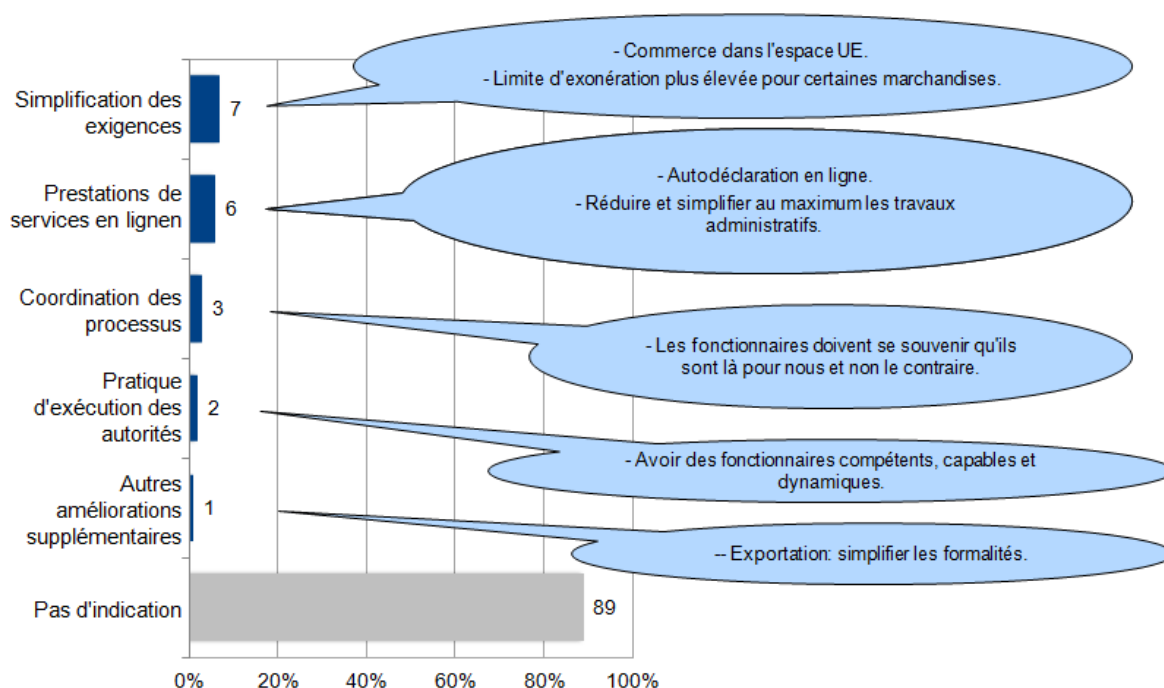
Si les entreprises interrogées pouvaient modifier une seule disposition légale, ce serait, pour 23 participants, la disposition relative à l'importation et à l'exportation de marchandises. Voici quelques exemples de propositions citées:



Question 3a: Si vous aviez la possibilité de simplifier une seule disposition légale concrète, laquelle choisiriez-vous?
 Question 3b: Avez-vous des propositions d'amélioration concrètes dans ce domaine?
 Base: n=23 / indications en % / exemples de commentaires libres

Propositions d'amélioration de l'un des domaines des postulats Fournier et Zuppiger (n=93)

7% des entreprises qui ont évalué le domaine «procédures douanières» souhaitent une simplification des exigences. Les changements au niveau des prestations de services en ligne arrivent en deuxième position avec 6% des citations. Ci-dessous, nous avons rassemblé quelques propositions d'amélioration formulées par les entreprises:

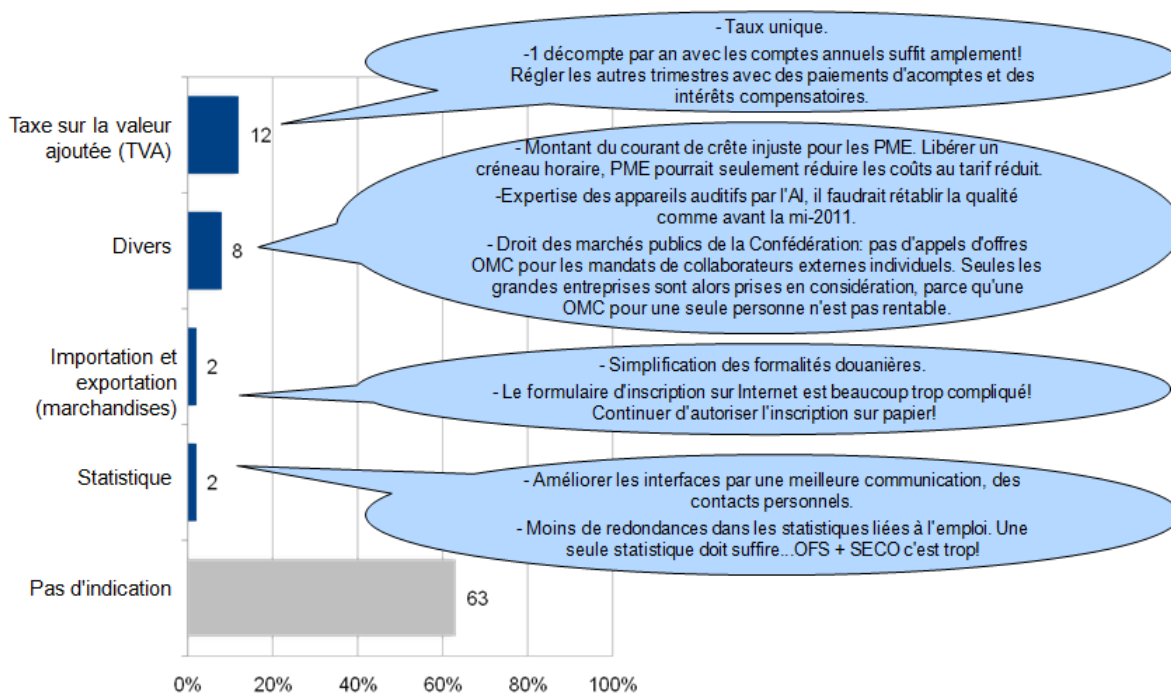


Question 4: Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine des procédures douanières?
Base: n=93 / indications en % / exemples de commentaires libres

3.6 Amélioration de dispositions légales concrètes

Environ 37% des participants ont cité une disposition légale qu'ils souhaiteraient simplifier. La TVA semble irriter tout particulièrement les entreprises interrogées (12% des citations), suivie de divers aspects isolés (8%), de l'importation et l'exportation de marchandises (2%) et de la statistique (2%).

Graphique relatif à la question Q3a/b «Si vous aviez la possibilité de simplifier une seule disposition légale concrète, laquelle choisiriez-vous? Avez-vous des propositions d'amélioration concrètes dans ce domaine?»

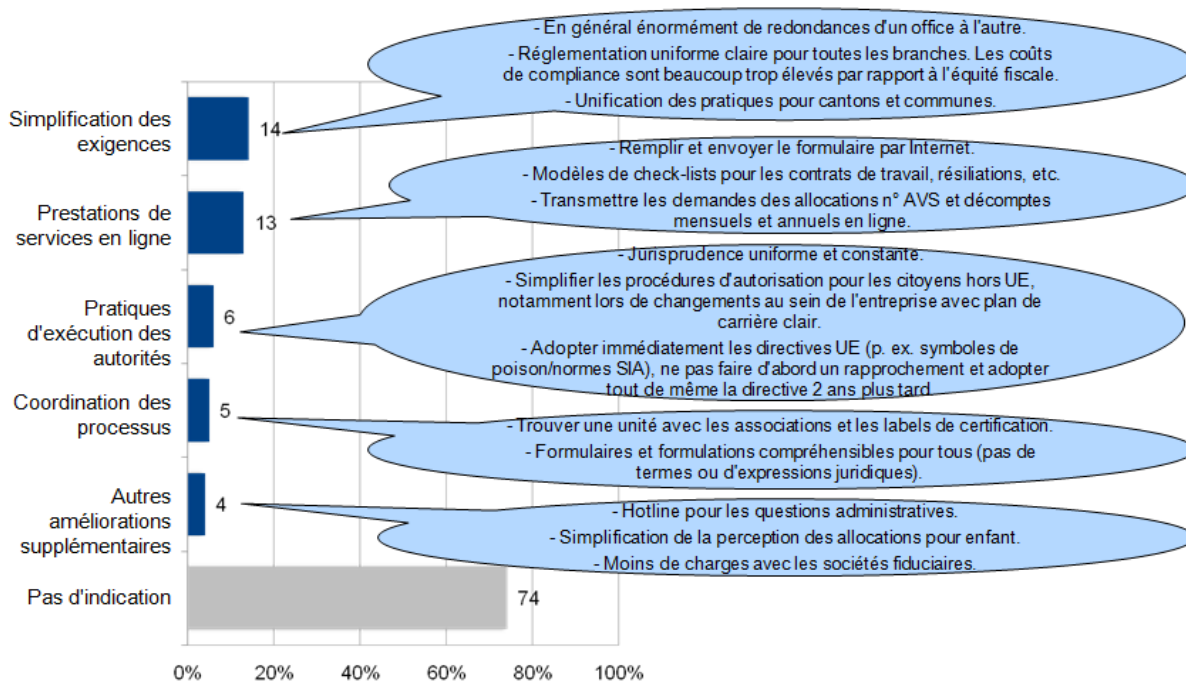


Question 3a: Si vous aviez la possibilité de simplifier une seule disposition légale concrète, laquelle choisiriez-vous?
 Question 3b: Avez-vous des propositions d'amélioration concrètes dans ce domaine?
 Base: n=1340 / indications en % / exemples de commentaires libres

L'examen des commentaires libres recueillis à la question Q3b (propositions d'amélioration) montre qu'en matière de TVA, les entreprises souhaitent surtout l'instauration d'un taux unique. En ce qui concerne l'importation et l'exportation de marchandises, les formalités douanières devraient être plus simples et plus tolérantes selon les entreprises interrogées. Par ailleurs, 2% d'entre elles souhaiteraient moins de formalités et de redondances dans les statistiques en général.

3.7 Propositions d'amélioration - 15 domaines des postulats Fournier et Zuppiger

Graphique relatif à la question Q4 «Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine de ...? Quelles simplifications faciliteraient la tâche à votre entreprise?»

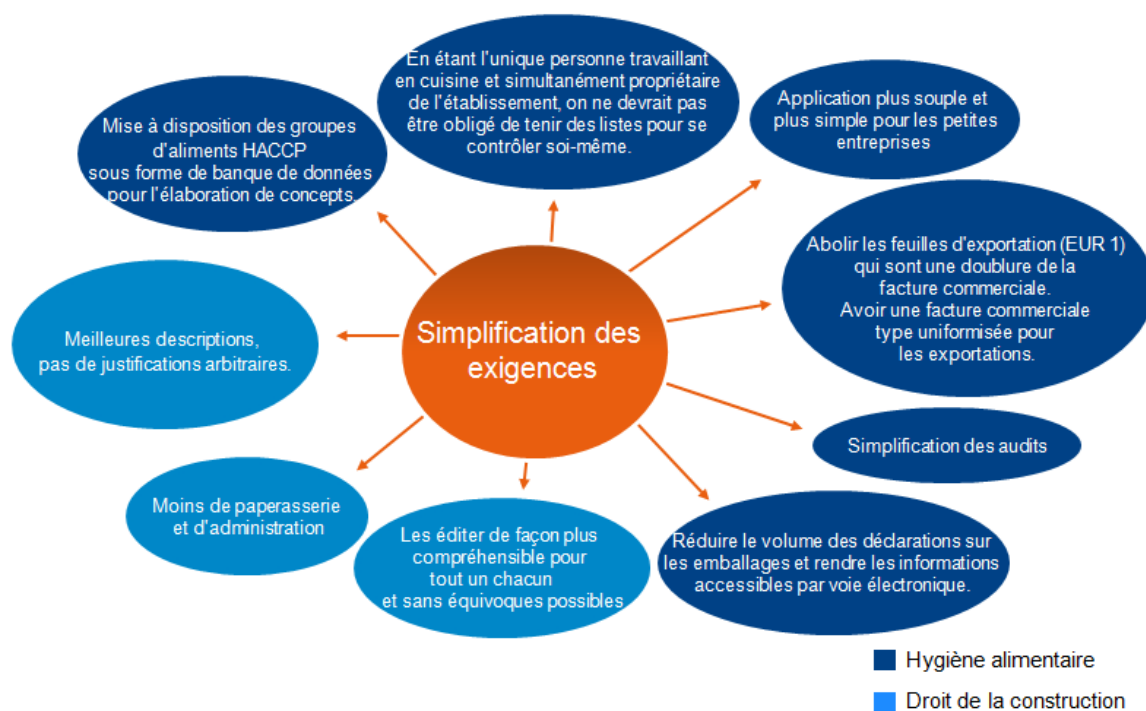


Question 4: Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine de ...?
 Base: n=1340 / indications en % / exemples de commentaires libres

Environ un quart des entreprises interrogées ont indiqué des propositions d'amélioration pour le domaine des postulats Fournier et Zuppiger qui était affiché dans cette question. Parmi ces participants, 14% souhaitent une simplification des exigences. Il s'agit notamment d'entreprises des secteurs d'activité économique «denrées alimentaires» et «construction».

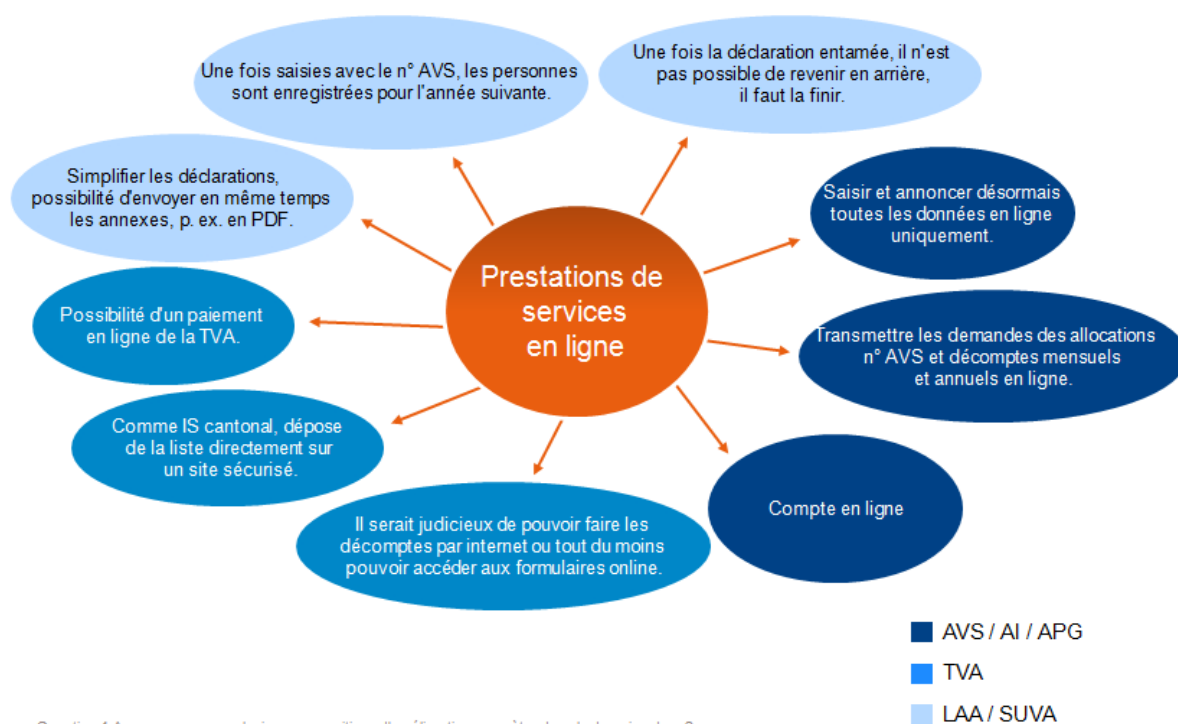
Propositions d'amélioration	Act. économiques			Extrait domaines des post. Fournier et Zuppiger					
	Denrées alimentaires	Construction	Reste	Hygiène des denrées alimentaires	LAA / SUVA	Statistique	AVS / AI / APG	TVA	Droit de la construction
Simplification des exigences	25%	20%	12%	29%	12%	20%	8%	18%	27%
Prestations de services en ligne	12%	15%	13%	7%	20%	19%	22%	20%	13%

La proposition d'amélioration «simplification des exigences» a été sélectionnée en particulier par des entreprises qui ont évalué le secteur *hygiène alimentaire* ou le *droit de la construction*. Nous avons réuni ci-après quelques exemples de propositions d'amélioration citées:



Question 4: Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine de...?
Base: n=1340 / indications en % / exemples de commentaires libres

La proposition d'amélioration «prestations de services en ligne» a été mentionnée en particulier par des entreprises qui ont évalué le secteur LAA/SUVA, AVS/AI/APG ou la taxe sur la valeur ajoutée. Voici à nouveau quelques exemples de propositions d'amélioration citées.



4 PRÉPARATION ET DEROULEMENT DES RELEVES

4.1 Adresses

Dans le cadre de l'enquête principale, nous avons contacté par courrier un total de 4'000 entreprises. 59 enveloppes nous ont été retournées par La Poste au titre d'envois non distribuables. Les adresses des entreprises cibles ont été sélectionnées le 9 juillet 2012 par l'OFS au moyen d'un tirage aléatoire au sein de strates préalablement définies sur la base du Registre des entreprises et des établissements (REE), puis livrées sous forme électronique à GfK Switzerland. L'échantillon a été déterminé selon les critères suivants:

- taille de l'entreprise: micro (3-9 collaborateurs), petite (10-49), moyenne (50-249), grande (250+)
- activité économique: denrées alimentaires (NOGA 10, 11, 56), construction (NOGA 41, 42, 43), reste (NOGA 8-96)

Le tirage de l'échantillon a été effectué de manière disproportionnelle: les micro et petites entreprises ont été légèrement sous-représentées au profit des entreprises plus grandes (p. ex. micro-entreprises 63% contre 70%), de façon à ce que l'on dispose également d'au moins 20 adresses par cellule pour les entreprises plus grandes.

Univers selon le REE

Taille de l'ent. / Activité économique	3-9 coll.	10-49 coll.	50-249 coll.	250+ coll.	Total
Denrées alimentaires	12'102 (7%)	3'175 (2%)	312 (0.2%)	78 (0.05%)	15'667 (9%)
Construction	13'039 (8%)	6'210 (4%)	754 (0.5%)	61 (0.04%)	20'064 (12%)
Reste	92'069 (55%)	32'218 (19%)	6'513 (4%)	1'304 (1%)	132'104 (79%)
Total	117'210 (70%)	41'603 (25%)	7'579 (5%)	1'443 (1%)	167'835 (100%)

Echantillon brut tiré aléatoirement (4'000 adresses)

Taille de l'ent. / Activité économique	3-9 coll. ↓	10-49 coll. ↓	50-249 coll. ↑	250+ coll. ↑	Total
Denrées alimentaires	259 (6%)	68 (2%)	20 (1%)	20 (1%)	367 (9%)
Construction	279 (7%)	133 (3%)	30 (1%)	20 (1%)	462 (12%)
Reste	1'971 (49%)	690 (17%)	250 (6%)	260 (7%)	3'171 (79%)
Total	2'509 (63%)	891 (22%)	300 (8%)	300 (8%)	4'000 (100%)



Les critères suivants qui ont été préalablement discutés avec le SECO ont également été pris en compte dans le tirage de l'échantillon:

- nombre de collaborateurs: au minimum trois collaborateurs (les entreprises comptant moins d'employés ne font pas partie de l'échantillon)
- codes NOGA de 8-96 (les autres codes NOGA ne font pas partie de l'échantillon)

Avant la phase de terrain, l'OFS a attribué à toutes les adresses l'un des 15 domaines des postulats Fournier et Zuppiger. Le fichier d'adresses contenait, outre le nom et l'adresse de chaque entreprise, les informations suivantes: code NOGA, taille de l'entreprise, nombre de collaborateurs, nombre d'employés à plein temps, forme juridique et numéro de téléphone (si disponibles).

Comme les interlocuteurs n'étaient pas tous connus à l'avance, il a été décidé de décrire dans la lettre d'accompagnement la personne de l'entreprise qui serait la plus à même de répondre aux questions. La lettre d'accompagnement a été adressée directement à la direction de l'entreprise.

4.2 Matériel d'envoi et d'enquête

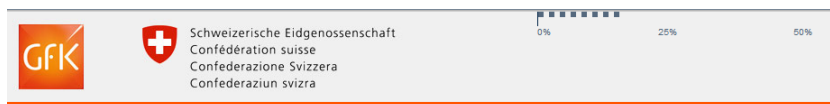
Avant le démarrage de l'enquête sur le terrain, le Secrétariat d'Etat à l'économie a fourni à GfK Switzerland SA une quantité suffisante d'enveloppes d'expédition munies du logo du SECO. GfK Switzerland s'est chargé d'imprimer la lettre d'accompagnement et le questionnaire papier dans sa propre imprimerie et de les envoyer en courrier A en joignant une enveloppe-réponse préaffranchie adressée à GfK Switzerland SA. En plus du questionnaire imprimé, les entreprises avaient la possibilité de se connecter au questionnaire en ligne.

Exemple de données de connexion:

Lien d'accès au questionnaire en ligne : www.gfk-online.ch/bureaucratie
Nom d'utilisateur : 20002/**Mot de passe :** 93661



Ci-dessous figurent quelques captures d'écran du questionnaire en ligne. Le questionnaire papier est joint en annexe au présent rapport.



1. Wie hoch ist die **Belastung** aufgrund von **gesetzlichen Vorschriften** in Ihrem Unternehmen?

	Wie gross ist die durchschnittliche Belastung für das Unternehmen? a) Geben Sie Ihre Antwort auf der Skala von gering bis hoch an.						b) Zudem bitten wir Sie um eine <i>grobe Schätzung</i> des Aufwands. Geschätzt in Stunden pro Monat Bitte beachten Sie die folgende Formatierung: Beispiel 0,5 (Komma statt Punkt)
	Nicht betroffen	Weiss nicht	Gering	Eher gering	Eher hoch	Hoch	
Administrative Belastung durch:							
Gesetzliche Vorschriften allg.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
Sozialversicherungen							
AHV / IV / EO	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
2. Säule	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
Unfallversicherung / SUVA	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
Steuern							
Mehrwertsteuer (MWST)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
Unternehmenssteuer	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
Personal							
Arbeitsrecht /-bedingungen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
Arbeitssicherheit	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
Ausländische Mitarbeiter	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>
Berufsbildung, Lehrlingswesen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>



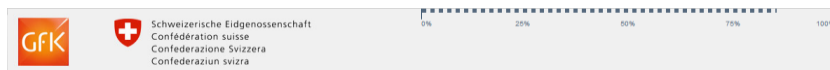
2. Wie gross ist der **administrative Aufwand pro Monat**, um in Ihrem Unternehmen alle administrativen Tätigkeiten, die auf gesetzlichen Vorschriften basieren, auszuüben? Unterscheiden Sie dabei bitte den **internen Aufwand** (in **Stunden** pro Monat) von demjenigen, den Sie an **externe** Personen vergeben (in **Franken** pro Monat). Sollten Sie keine genaue Angabe machen können, schätzen Sie den Aufwand bitte anhand der vorgegebenen Kategorien.

Interner Aufwand (Std./Monat) Std.

<5 Std.	5-10 Std.	11-20 Std.	21-50 Std.	51-100 Std.	101-500 Std.	>500 Std.
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Externer Aufwand (CHF/Monat) CHF

0 CHF	1 - 500 CHF	500 - 1'000 CHF	1'000 - 2'500 CHF	2'500 - 5'000 CHF	5'000 - 25'000 CHF	>25'000 CHF
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>



4. Haben Sie zum Bereich **KEINE ANTWORT** einen oder mehrere konkrete Verbesserungsvorschläge? Welche Vereinfachungen würden Ihrem Unternehmen die Arbeit erleichtern? Wenn möglich können Sie den Vorschlag erläutern.

Beispiele von Verbesserungen:

- Vereinfachung der Anforderungen
- Online-Dienstleistungen
- Vollzugspraxis der Behörden
- Koordination der Verfahren
- Mögliche weitere Verbesserungen

Erläuterungen:

<input type="text"/>
<input type="text"/>
<input type="text"/>
<input type="text"/>

4.3 Echancier

Les dates clés ci-dessous ont été tenues lors de l'enquête principale:

Date	Déroulement de l'enquête principale
09.10.2012	Approbation du questionnaire
17.10.2012	Envoi des questionnaires (en courrier A)
31.10.2012	Début des rappels téléphoniques
19.11.2012	Fin du terrain
29.11.2012	Livraison du rapport

4.4 Hotline et courriels

Durant la phase de relevé des données, les entreprises contactées par écrit avaient la possibilité de s'adresser à la direction du projet au sein de GfK pour d'éventuelles questions et remarques (adresse e-mail et numéro de téléphone indiqués dans la lettre d'accompagnement).

Au total, 62 questions ont été adressées à GfK Switzerland, dont la majorité concernait l'obligation de participer et des refus en général.

Voici la liste des questions reçues ainsi que leur nombre:

	Nombre
Contenu des questions/remarques:	
Question concernant l'obligation de participer	11
Refus de participer en général (pas le temps/pas intéressé)	11
Prolongation de la durée du terrain	9
Questions de compréhension à propos de Q1a-1c	9
Questions techniques liées à la connexion (difficultés/plusieurs personnes)	7
Envoi du questionnaire dans une autre langue	4
Question pour savoir si les petites entreprises doivent également participer	3
Refus de participer car entreprise internationale (l'administration principale est réglée à l'étranger)	2
Questions diverses (envoyer le questionnaire à la nouvelle adresse, élément ajouté à une réponse, questions sur la provenance des adresses, adresse erronée, etc.)	6
Total	62

4.5 Rappels téléphoniques

Les entreprises qui n'avaient pas encore participé au bout de deux semaines après la réception du questionnaire ont été contactées entre le 31.10 et le 14.11 par les enquêteurs et enquêtrices téléphoniques de GfK Switzerland et motivées à prendre part à l'enquête. Ces enquêteurs et enquêtrices avaient la possibilité d'envoyer à la personne concernée un lien direct vers le questionnaire depuis le laboratoire téléphonique.

Les rappels téléphoniques ont été bien accueillis par les entreprises et ont exercé une influence positive sur le taux de retour. Ces rappels ont souvent permis de clarifier directement certaines questions. En outre, plusieurs répondants ont mentionné que le questionnaire papier se trouvait encore sur leur bureau et qu'ils comptaient le remplir.

4.6 Couverture

Pour l'enquête principale, nous avons contacté par courrier 4'000 entreprises dans les trois langues nationales (français, allemand et italien). 59 enveloppes nous ont été retournées par La Poste au titre d'envois non distribuables. Sur les 3'941 entreprises restantes, 1'340 personnes ont participé à l'enquête, parmi lesquelles 795 ont rempli le questionnaire papier et 545 le questionnaire en ligne. Cela correspond à un taux de retour de 34%.

Répartition des questionnaires remplis sur la phase de terrain:

Date	En ligne (date de remplissage)	Papier (réception par GfK)	Total
1re (demi-) semaine (18-21.10)	75	80	155
2e semaine (22-28.10)	81	348	429
3e semaine (29.10-04.11) <i>Début des rappels en parallèle le 31.10</i>	49	127	176
4e semaine (05-11.11)	189	133	322
5e semaine (12-18.11)	139	94	233
Dernier jour: 19.11	12	13	25
Total	545	795	1'340

Comme décrit au chapitre 4.1. Adresses, l'échantillon brut (4'000 entreprises) a été tiré selon les deux critères *taille de l'entreprise* et *activité économique*, et ce de manière disproportionnelle au profit des entreprises plus grandes (50+ collaborateurs). L'échantillon net (questionnaires remplis) se répartit de

manière très similaire à l'échantillon brut entre les différentes cellules, ce qui témoigne d'une forte représentativité de l'échantillon net. En raison de la disproportionnalité de l'échantillon brut (et donc de l'échantillon net), les résultats ont été pondérés en fonction de la répartition du nombre de collaborateurs (taille de l'entreprise) et de l'activité économique (denrées alimentaires, construction et reste) dans l'univers pour leur exploitation.

Les tableaux ci-dessous vous offrent une vue d'ensemble des retours (répartition des questionnaires par cellule) et des différences par rapport à l'univers (pondération).

Univers					
	3-9 coll.	10-49 coll.	50-249 coll.	250+ coll.	Total
Denrées alimentaires	7%	2%	0.2%	0.05%	9%
Construction	8%	4%	0.5%	0.04%	12%
Reste	55%	19%	4%	1%	79%
Total	70%	25%	5%	1%	100% (167'835)

Echantillon brut (tirage disproportionnel)					
	3-9 coll.	10-49 coll.	50-249 coll.	250+ coll.	Total
Denrées alimentaires	6%	2%	1%	1%	9%
Construction	7%	3%	1%	1%	12%
Reste	49%	17%	6%	7%	79%
Total	63%	22%	8%	8%	100% (4'000)

Echantillon net					
	3-9 coll.	10-49 coll.	50-249 coll.	250+ coll.	Total
Denrées alimentaires	6%	1%	1%	1%	8%
Construction	6%	3%	1%	0.4%	11%
Reste	48%	19%	6%	8%	81%
Total	60%	24%	8%	9%	100% (1'340)

Les facteurs de pondération qui en résultent sont les suivants:

Echantillon net				
	3-9 coll.	10-49 coll.	50-249 coll.	250+ coll.
Denrées alimentaires	1.29	1.27	0.25	0.08
Construction	1.24	1.10	0.55	0.10
Reste	1.15	1.01	0.63	0.10

4.7 Intervalle de confiance

Plus la taille de l'échantillon est grande, plus l'intervalle de confiance est petit. Cela signifie que les échantillons plus grands représentent la situation dans l'univers de manière plus précise. En clair: avec une répartition des réponses de 50:50%, la valeur réelle se situe avec un niveau de confiance de 95% au sein des marges d'erreurs suivantes pour les différentes tailles d'échantillon:

Taille de l'échantillon	Intervalle de confiance
1'000 personnes	± 3.1%
1'340 personnes	± 2.7%
1'500 personnes	± 2.5%

Le domaine de confiance pour l'échantillon de taille (n) = 1'340 s'établit à ± 2.7%. Cela signifie qu'une valeur de 50% trouvée dans l'échantillon oscille en réalité entre 47.3% et 52.7%, et ce avec un niveau de confiance de 95%. Cette précision est valable pour l'échantillon global mais non pour les segments individuels (p. ex. taille de l'entreprise).

5 REVIEW - PRETEST

La phase de terrain du prétest s'est déroulée du 14 au 29 septembre 2012. Nous avons contacté 100 entreprises par courrier en langue allemande (dont deux lettres non distribuables). 21 personnes ont participé au prétest, parmi lesquelles 9 ont rempli le questionnaire papier et 12 le questionnaire en ligne. Cela correspond à un taux de retour de 21.4%.

Les entreprises qui avaient participé au prétest offrent un bon mix au niveau de la taille de l'entreprise et de la branche économique:

	Total n = 21
Taille de l'entreprise:	
Micro (3 - 9 collaborateurs)	7
Petite (10 - 49 collaborateurs)	6
Moyenne (50 - 249 collaborateurs)	5
Grande (250+)	3
Branche:	
Construction	2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3
Hébergement et restauration	2
Santé et activité sociales	5
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2
Industrie manufacturière	5
Transports et entreposage	2

Les participants aux interviews qualitatives regroupaient une micro-entreprise et une petite entreprise du secteur alimentaire, une petite entreprise du secteur «industrie manufacturière» ainsi qu'une institution médicale comptant 500 à 999 collaborateurs. Trois des quatre interlocuteurs n'ont pas rempli le questionnaire, le quatrième a participé à l'enquête en ligne.

Dans l'ensemble, le prétest s'est déroulé sans accroc tant au niveau du contenu que sur le plan technique. La préparation du terrain et l'envoi des lettres ont été réalisés comme prévu. Aucun problème ne s'est présenté durant la phase de terrain du prétest, ce qui est réjouissant. Pour les questions ou informations complémentaires sur le questionnaire/l'enquête en général, les entreprises disposaient d'un numéro de téléphone et d'une adresse e-mail de l'institut de sondage. Pendant la période de ter-



rain, GfK Switzerland n'a reçu aucune communication de la part des entreprises, ni par téléphone ni par courriel.

Ainsi que l'ont montré les analyses qualitatives et quantitatives, le questionnaire était déjà très bien conçu dans son ensemble et ne comportait que quelques éléments à optimiser pour l'enquête principale. Les points suivants ont été adaptés:

- Question Q1: ajout de la disposition légale sectorielle «Emissions de CO2»
- Question Q1b: mise en évidence dans l'énoncé de la question que les répondants sont priés de donner des estimations approximatives
- Question Q3: division de la question en deux questions partielles afin de ne pas trop solliciter le répondant et de pouvoir recueillir séparément les informations sur les domaines à améliorer et les propositions d'amélioration
- Question Q6: mise en évidence dans l'énoncé de la question que seul GfK Switzerland aura accès aux questionnaires et que le SECO recevra uniquement les données de contact séparées des autres données.

6 ANNEXE

- Questionnaire papier



Evaluation des charges administratives au sein des entreprises suisses

Nous vous remercions pour votre participation à cette enquête. Vos réponses seront traitées avec la plus stricte confidentialité et dans l'anonymat le plus complet.

Question 1 : Quelle est la **charge administrative** liée aux **dispositions légales** au sein de votre entreprise et dans quelle mesure cette charge a-t-elle évolué *au cours des 3 dernières années* ?

Charge administrative due à :	Quelle est la charge administrative moyenne pour votre entreprise ? a) Indiquez votre réponse sur une échelle allant de faible à élevée. b) Veuillez en outre <u>estimer approximativement</u> la dépense en heures par mois.							c) Dans quelle mesure cette charge administrative a-t-elle évolué ?				
	Pas concerné	Ne sais pas	Faible	Plutôt faible	Plus élevée	Elevée	Estimation en heures par mois	Fortement réduite	Légèrement réduite	Pas de changement	Légèrement augmenté	Fortement augmenté
1) Dispositions légales générales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Assurances sociales	9	8	1	2	3	4		1	2	3	4	5
2) AVS/AI/APG	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3) 2ème pilier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4) Assurance accidents / SUVA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Taxes et impôts												
5) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6) Impôt sur les sociétés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnel												
7) Droits du travail/conditions de travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8) Sécurité au travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9) Collaborateurs étrangers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10) Formation professionnelle, apprentissage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Infrastructure	9	8	1	2	3	4		1	2	3	4	5
11) Projets de construction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12) Expansion des installations de production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13) Circulation, véhicules à moteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dispositions générales												
14) Création d'entreprise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15) Registre du commerce / FOSC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16) Importation et exportation (marchandises)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17) Présentation des comptes, révision	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18) Obtention des agréments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19) Contrôles administratifs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20) Marchés publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21) Statistiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dispositions sectorielles	9	8	1	2	3	4		1	2	3	4	5
22) Hygiène alimentaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23) Législation environnementale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
24) Emissions de CO2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres :												
25) _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



Question 2 : Quelle est la **dépense administrative** engagée **chaque mois** par votre entreprise pour s'acquitter de toutes les tâches administratives découlant de dispositions légales ? Veuillez distinguer entre les dépenses internes (en heures par mois) et les dépenses destinées à des intervenants externes (en francs suisses par mois). Au cas où vous ne pourriez répondre de façon précise, veuillez estimer approximativement cette dépense à l'aide des catégories données.

(1) Dépense interne (h/mois)	_____h	<input type="checkbox"/> <5 h (1)	<input type="checkbox"/> 5-10 h (2)	<input type="checkbox"/> 11-20 h (3)	<input type="checkbox"/> 21-50 h (4)	<input type="checkbox"/> 51-100h (5)	<input type="checkbox"/> 101-500h (6)	<input type="checkbox"/> >500 h (7)
-------------------------------------	--------	--------------------------------------	--	---	---	---	--	--

(2) Dépense externe (CHF/mois)	_____CHF	<input type="checkbox"/> 0 CHF (1)	<input type="checkbox"/> 1 - 500 CHF (2)	<input type="checkbox"/> 500-1000 CHF (3)	<input type="checkbox"/> 1000-2500 CHF (4)	<input type="checkbox"/> 2500-5000 CHF (5)	<input type="checkbox"/> 5000-25000 CHF (6)	<input type="checkbox"/> > 25000 CHF (7)
---------------------------------------	----------	---------------------------------------	---	--	---	---	--	---

Question 3a : Si vous aviez la possibilité de simplifier **une seule** disposition légale concrète, laquelle choisiriez-vous ?

Disposition légale : _____

Question 3b : Avez-vous des propositions d'amélioration concrètes dans ce domaine ? Merci de les indiquer.

Amélioration : _____

Question 4 : Avez-vous une ou plusieurs propositions d'amélioration concrètes dans le domaine de ... **(insérer le domaine)** ? Quelles simplifications faciliteraient la tâche à votre entreprise ? Pouvez-vous préciser votre proposition ?

	Exemples d'améliorations :	Explications
<input type="checkbox"/>	1 Simplification des exigences	
<input type="checkbox"/>	2 Prestations de services en ligne	
<input type="checkbox"/>	3 Pratiques d'exécution des autorités	
<input type="checkbox"/>	4 Coordination des processus	
<input type="checkbox"/>	5 Autres améliorations supplémentaires	

Question 5 : Quel est le chiffre d'affaires approximatif de votre entreprise par an ?

environ _____ CHF

Question 6 (réponse facultative, sera conservée séparément par rapport aux autres renseignements fournis) : seriez-vous disposé(e) à participer à **d'autres enquêtes** sur le thème de la charge administrative des sociétés ? Si tel est le cas, merci de bien vouloir indiquer vos coordonnées de contact ci-dessous. **Ces données pourront être uniquement consultées par GfK Switzerland et seront transmises séparément à SECO. Il sera ainsi impossible de faire le lien entre vos réponses au formulaire et vos coordonnées de contact.**

Nom : _____ / Fonction : _____
Tél. : _____ / E-mail : _____

Nous vous remercions pour votre précieuse participation à cette enquête !